

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 15/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HIRSCH FRANCE

Avenue Joseph Lazard
34500 Béziers

Références : D2025_UD34_H1_067
Code AIOT : 0006600904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement HIRSCH FRANCE implanté AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 BEZIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH FRANCE
- AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 BEZIERS
- Code AIOT : 0006600904

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est transformateur de polystyrène expansé.

Les billes sont gonflées par contact avec de la vapeur d'eau chaude, puis séchées, et moulées et enfin découpées.

Les applications des produits sortis de l'usine sont pour le bâtiment, principalement pour l'isolation des bâtiments.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 1.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
14	Prélèvements d'eau en vigilance, alerte, alerte renforcée et crise	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
19	Rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22-I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
3	3. Données de	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement	article 15	
4	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
8	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
9	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1	Sans objet
10	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.3.2	Sans objet
12	Prélèvements d'eau en vigilance, alerte, alerte renforcée et crise	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 1	Sans objet
13	Prélèvements d'eau en vigilance, alerte, alerte renforcée et crise	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 2	Sans objet
15	Pollution à l'ozone	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 9.3	Sans objet
16	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 7.6.1	Sans objet
17	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 7.6.2	Sans objet
18	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 7.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, quelques points font l'objet de demandes d'actions correctives, concernant la mise sur rétention de la colle, la communication d'un dossier de porter-à-connaissance pour une extension et l'installation de panneaux photovoltaïques, et la modification de procédures liées à la gestion des états de vigilance en matière de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : Le site utilise de la vapeur d'eau pour gonfler les billes de polystyrène. Des points de récupération des condensats sur le réseau de transport de la vapeur collectent de l'eau chaude et la redirige vers la chaufferie. Cela représente une économie d'eau et d'énergie. Il est techniquement possible d'installer une nouvelle unité de traitement pour récupérer les perméats des concentrats qui sont actuellement rejetés à l'égout. Cette possibilité est actuellement en étude et permettrait d'économiser 2640 m ³ d'eau par an. L'investissement n'est pas rentable économiquement, mais permettrait une meilleure sobriété hydrique. Une installation de recirculation de l'eau du réseau de sprinklage (extinction automatique fixe) est en place. Des essais sont réalisés toutes les semaines, la récupération représente 450 m ³ d'eau par an économisés. Les eaux de purge des tours de refroidissement sont réutilisées pour refroidir les pompes à vides. Une recherche des fuites est accomplie en cherchant les anomalies au cours du relevé des compteurs journalier. Une fuite a été détectée fin janvier 2025, a été traitée dans les 15 jours. En conclusion, l'exploitant utilise manifestement de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des

<p>disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</p> <p>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</p> <p>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</p> <p>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été montré en inspection, il est complet et à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : 3. Données de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité journalière de prélèvement peut dépasser 100 m³, l'exploitant réalise un suivi journalier de sa consommation en eau conformément à la prescription.</p> <p>L'exploitant surveille également les compteurs par ramification dans son optimisation de process et l'estimation des coûts de reviens.</p> <p>Le tableau de suivi des mesures prises en usine suite à un épisode de sécheresse avec quantité économisée et coûts associés est déjà préparé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :

Une procédure de restrictions d'usage de l'eau en fonction des niveaux de vigilance datée du 06/07/2023 a été montrée en inspection.

Les éléments prévus par l'arrêté préfectoral de restriction sont bien présents.

Les relevés de prélèvements pendant les périodes du 02/02/24 au 31/03/2024 lorsque l'alerte renforcée était en place a été montrée. Les valeurs de restriction ont été systématiquement respectées.

De manière générale, la réduction de consommation est constante par rapport à la valeur de référence, et permet de respecter les seuils en périodes de vigilance sans changement sur l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

Constats :

Selon l'exploitant le volume de référence de 210 m³ d'eau de forage consommées de manière journalière apparaît bien dimensionné. L'eau de forage ne fait que passer par la chaufferie, il n'y a pas de point de livraison ailleurs. L'exploitant n'a cependant pas détaillé comment cette valeur a été déterminée : à partir de quelle année de consommation par exemple.

Le volume de 18 m³ par jour sanitaire apparaît cohérent également, car des opérations de

nettoyage des tours aéro-réfrigérantes peuvent être requises, en fonction des taux de légionelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir des explications sur les modalités de détermination de la valeur de référence de consommation journalière de 210 m ³ d'eau de forage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : III. Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats :

Le site n'entre pas dans les critères d'exemption. Il est soumis aux dispositions de réduction de la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas eu d'alerte renforcée depuis 2023 sur les eaux souterraines, mais uniquement sur les eaux sanitaires. Il n'y a donc pas eu de renseignement de l'application GIDAF.</p> <p>L'exploitant doit paramétrer ses points d'alimentation et de rejet dans GIDAF, en préparation d'un éventuel franchissement du seuil d'alerte renforcée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors des épisodes d'alerte renforcée ou de crise, GIDAF doit être renseigné. L'application GIDAF doit être pré-renseigné à cette fin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : V. Prescriptions locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de</p>

l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

Constats :

Les restrictions complémentaires existantes sont celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°DDTM34-2025-04-15839 du 22 avril 2025.

Il définit à son article 4 des zones d'alertes globales (eaux superficielles et eaux souterraines) et des zones spécifiques aux eaux souterraines.

Il définit à son annexe 9 des dispositions applicables à l'industrie. Ces dispositions sont équivalentes à celles présentes dans l'arrêté préfectoral du 27 mars 2023 propre au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de la chaudière

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer [...] par un organisme agréé par le ministre de l'environnement [...] une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à L'atmosphère [...]

Constats :

Le rapport R240064903-001-1 du 17/05/2024 de mesure des rejets de la chaudière vapeur réalisé par le bureau d'études Apave a été examiné. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions (VLE) prescrits par l'arrêté. Le bureau d'études Apave est bien accrédité COFRAC.

La périodicité réglementaire de réalisation est tous les 2 ans. Cette périodicité est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un plan de gestion mentionnant les entrées et sorties du polystyrène associé à

son taux de pentane afin de suivre la réduction des émissions des COV.

Ce plan de gestion a pour objectif de :

- réaliser un bilan matière,
- déterminer les émissions de pentane induites par chaque phase du process : expenseur, maturation,
- stockage,

- choisir les solutions adaptées afin d'éviter à la source les émissions de COV,
- identifier et quantifier la quantité de pentane qui pourrait être substituée,
- minimiser les transferts de pollution,
- vérifier la conformité avec les performances de réduction imposées à l'article 3.3.1

Ce plan est transmis tous les ans avant le 15 février de l'année suivante à l'inspection des installations classées, avec les actions éventuelles visant à réduire la consommation de COV.

Constats :

Le plan de gestion des composés organiques volatiles (COV), tel que demandé par l'arrêté préfectoral a été vu, il se base sur un bilan matière, et sur une étude CITEPA d'avril 2015.

Les taux de pentane sont issus des FDS des fournisseurs, autour de 5% de la masse.

A la première étape, l'expansion avec injection de vapeur, le pentane liquide devient vapeur à partir de 37°C, avec émission de 45% du pentane de départ.

A la deuxième étape, dans le moule avec injection de vapeur, il est estimé que le polystyrène émet 12 % du pentane de départ.

On estime au final qu'il reste 1,7% de pentane dans la masse du produit fini, pour environ 5% au départ.

L'objectif était une augmentation de l'utilisation des produits entrants avec des taux bas en pentane, ce qui a été fait jusqu'à 99 % aujourd'hui.

En 2024, le taux d'utilisation de matériaux à bas taux de pentane a légèrement diminué à 94,4 % au lieu de 99 % en 2023, car un produit, les aggloms pour créer des piscines en polystyrène, ne peut pas être fabriqué par des matériaux à bas taux de pentane.

La tendance de l'usage de matériaux à bas taux de pentane est néanmoins positive sur plusieurs années et les objectifs sont remplis.

Il n'y a pas de captage supplémentaire de pentane sur le process cette année.

Un dispositif de surveillance de la concentration en pentane est présent dans l'usine, afin de garantir la sécurité des travailleurs du site. Ce dispositif n'a jamais détecté de dépassement de la valeur limite depuis sa mise en service.

La fédération des transformations des polystyrènes pilote la mise à jour de l'étude technico-économique sur la diminution d'émission de pentane.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement des rubriques

Prescription contrôlée :

Voir tableau à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 18/01/16

Constats :

<p>Une extension a été réalisée, sans communication d'un porter à connaissance.</p> <p>L'activité est soumise à autorisation pour la rubrique 2940, avec l'aménagement d'une nouvelle ligne de collage de polystyrène sur des plaques de plâtre. Néanmoins l'Arrêté préfectoral du 18/01/2016 en vigueur contient cette rubrique.</p> <p>De plus, un projet d'installation d'une grande quantité de panneaux photovoltaïque est en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant l'unité de collage de polystyrène sur plaque de plâtre, l'exploitant doit transmettre à la préfecture en mettant en copie l'inspection des installations classées un dossier de porter-à-connaissance pour une modification d'une activité existante, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement.</p> <p>De plus, l'installation de panneaux solaires sur les toits doit également faire l'objet d'information dans le dossier de porter à connaissance. En effet les panneaux solaires représentent notamment une modification des risques d'incendie.</p> <p>Le porter à connaissance doit présenter un tableau de récolement aux prescriptions de l'annexe I - Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement ou déclaration - de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) sera consulté dans le cadre de l'instruction du projet photovoltaïque, vous pouvez lui présenter le projet en amont.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Prélèvements d'eau en vigilance, alerte, alerte renforcée et crise

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Principes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(..) L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/. Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réduire les prélèvements et la consommation d'eau - limiter des rejets polluants.
<p>Constats :</p>

Le site est organisé pour lire la newsletter et les alertes, du site national Propluvia devenu VigiEau <https://vigieau.gouv.fr/> et du site départemental <https://herault.adm-occitanie.fr/restreau/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prélèvements d'eau en vigilance, alerte, alerte renforcée et crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prélèvements d'eau selon niveau de gestion de sécheresse

Prescription contrôlée :

Voir tableau de l'article 2 de l'AP du 27/03/2023

Constats :

Ce tableau est bien connu et référencé dans les procédures internes, comme vu au point 5 du présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Prélèvements d'eau en vigilance, alerte, alerte renforcée et crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Bilan

Prescription contrôlée :

A l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori des mesures mises en place,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents,
- une proposition de modifications des mesures précisées à l'article 3 avec le cas échéant de nouvelles mesures.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvements en eau.

Constats :

Le bilan environnemental est selon l'exploitant présent dans le tableau de suivi des mesures prises suite à un épisode de sécheresse.

Cependant ce bilan n'est pas complet au regard de la demande de la prescription de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La rédaction du bilan environnemental à l'issue de chaque déclenchement d'un niveau de gestion sécheresse par la préfecture tel que demandé par la prescription de l'article 4 de l'arrêté

préfectoral du 27 mars 2023 doit apparaître dans la procédure interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Pollution à l'ozone

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de gestion d'un épisode de pollution atmosphérique à l'ozone
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une procédure d'activation des mesures d'urgence et des actions d'information et de recommandation, à l'occasion d'un épisode de pollution atmosphérique à l'ozone, est établie et tenue à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Cette procédure explicite :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les mesures d'urgence à mettre en œuvre telles que mentionnées à l'article du présent arrêté dès le déclenchement de la procédure préfectoral d'alerte, - les actions d'information et de recommandation que l'exploitant diffuse à l'ensemble du personnel lors d'un épisode de pollution à l'ozone (dès le dépassement du seuil d'information-recommandation).
<p>Constats :</p> <p>Le site rejette du pentane, majoritairement au moment de l'expansion et de la maturation des billes de polystyrène (80 % de l'émission). Le pentane se dégrade par oxydation dans l'atmosphère en ozone.</p> <p>Une procédure d'actions suivant les périodes de pollution à l'ozone a été présentée, datée du 01/02/2022. Son contenu est conforme aux attentes réglementaires.</p> <p>L'exploitant est abonné à ATMO occitanie, association agréée de surveillance de la qualité de l'air, qui annonce les alertes de pollution.</p> <p>Une alerte ozone a été prononcée en août 2024, pendant l'arrêt d'usine, sans impact sur la production donc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Etablissements Répertoire établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre</p>

en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Constats : Une procédure incendie existe, et a été affichée. Le SDIS est venu sur le site le 21/10/2024 et a passé en revue la procédure, qui a été jugée conforme aux attentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention contre les incendies sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, de l'exécution des ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Une borne incendie d'un débit de 69 m3/h est présente aux abords de l'installation. L'Entreprise Uxello est intervenue le 14/03/2025 pour la vérification des sprinklers. La périodicité de réalisation de la vérification de 6 mois est respectée. La vérification des extincteurs et des RIA a été réalisée le 10/07/24 par l'entreprise Desautel. Il n'y a pas de non-conformité notée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : Le site doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques (...) - robinets incendie armé. Ces RIA de diamètre 40 mm sont conformes à la norme NFS 61-201, implantés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées ; - un dispositif d'extinction automatique de type Sprinkler conforme aux normes en vigueur pour les bâtiments à risques incendie développés à l'article 7.3.3.2, - un dispositif d'extinction automatique (rampe de sprinklers) conforme aux normes en vigueur en pied de silos de perles de PSE installés au nord du bâtiment E,

<ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau d'au moins 120 m³ (...) - un ou plusieurs poteaux d'incendie dont un au moins est implanté à 200 m au plus du risque. (...)
<p>Constats :</p> <p>Comme vu au précédent point, les RIA, les extincteurs, un réseau de sprinkler et une borne incendie sont présents.</p> <p>Des réserves d'eau de 860 m³, 80 m³ et 120 m³ sont présentes sur le site, ce qui représente une somme largement supérieure à la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau de la nouvelle chaîne de collage de panneaux polystyrène sur des plaques de plâtre, les containers de colle ne sont pas sur rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit placer les colles présentes au niveau de la chaîne de collage du polystyrène sur plaque de plâtre sur rétention conforme à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>